

Je voulais aussi dire qu'il ne s'agit pas d'une région comme les autres. C'est vrai. Il n'y a pas de région dans tout le Canada où la frontière d'une province touche la capitale nationale. La région de Hull, cependant, a toujours été oubliée par tout le monde. On disait tout à l'heure que ce n'est que depuis l'accession des libéraux au pouvoir, en 1960, qu'elle a été oubliée. La ville de Hull, la région de Hull n'existe pas seulement depuis 1960; elle existe depuis 1854, et elle a toujours été oubliée, grâce aux bons offices du gouvernement du Québec qui disait: On ne peut rien faire dans Hull, car cette ville est située à proximité d'Ottawa. Par contre, Ottawa disait: On ne peut rien faire dans Hull, car ce n'est pas de notre juridiction. Le gouvernement provincial ne nous le permet pas. Alors, aux dépens des citoyens, on a tenté de régler des problèmes constitutionnels qui, au fond, sont des problèmes pratiques.

Peut-on concevoir que si l'on voyage dans une direction est-ouest, du côté ontarien comme du côté québécois, on ne paie qu'un tarif, alors qu'un tarif double est exigé pour tout voyage dans une direction nord-sud? Est-ce que cela est juste? Pourtant, cette situation n'a jamais fait l'objet d'une discussion au niveau des gouvernements provinciaux. On n'a jamais voulu se rencontrer pour discuter d'un problème qui aurait pu rétablir l'égalité au sein de la population de la région d'Ottawa-Hull.

Je vais aller plus loin et parler de la fameuse taxe de vente. Au fait, j'espère que quelqu'un demandera que l'on consacre la qualité de l'entente que le Québec a conclue avec l'Ontario. En effet, les citoyens de Hull qui achètent à Ottawa doivent payer 13 p. 100, soit 5 p. 100 lorsqu'ils paient par chèque au magasin, et 8 p. 100 lorsque le Québec impose une cotisation spéciale, comme cela se pratique actuellement. Cela rapporte, d'ailleurs, plusieurs milliers de dollars. Va-t-on me faire accroire qu'il est juste que des gens de cette région soient traités comme des citoyens de deuxième ordre, à l'intérieur même d'une région économique comme celle d'Ottawa-Hull? Qu'on réfléchisse un peu, et qu'on se demande bien si le principe fondamental du bill présenté par l'honorable député d'Ottawa-Ouest n'est pas valable.

Ce qu'il veut, à mon sens, c'est tout simplement que s'engage un dialogue entre la région québécoise et la région ontarienne, afin qu'elles puissent ensemble bénéficier des avantages économiques de leur territoire, plutôt que de faire des distinctions injustes entre les citoyens.

On me demandera de citer des exemples. Quand je vois les dirigeants du Québec venir prendre part à une conférence fédérale-provinciale à Ottawa, à un quart de mille de leur province, et loger dans des hôtels d'Ottawa, on ne me fera pas accroire que c'est là de la sincérité. On ne me fera pas accroire qu'il est juste d'exiger que les gens de la région de Hull soient punis lorsqu'ils achètent à Ottawa, alors qu'eux viennent se prélasser à Ottawa à la façon des rois et des princes. Je suis, pour employer une expression populaire, éccœuré de cette situation dont souffrent nos concitoyens depuis de si nombreuses années.

Aujourd'hui, les dirigeants du Québec, à l'instar de Néron, regardent la ville et la province du haut du parlement provincial et disent comme lui: Brûle, Rome, brûle! et, en transposant: Brûle, Québec, brûle! Moi, je dirais qu'on va sauver la région de Hull avant tout, et que nous sommes prêts à approuver, par voie de référendum, tous les moyens que le gouvernement fédéral voudra mettre à notre disposition pour faire de la région d'Ottawa-Hull une entité biculturelle, bilingue et une seule et même entité économique, afin que tous les citoyens de la région puissent être traités d'une façon égale. (*Applaudissements*)

[Traduction]

M. D. Gordon Blair (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, le bill présenté par mon honorable ami d'Ottawa-Ouest (M. Francis) est un excellent moyen d'attirer l'attention de la Chambre et de la nation sur les problèmes de la région d'Ottawa.

J'estime, moi qui suis venu habiter Ottawa il y a près d'une vingtaine d'années, que les discussions quant aux relations entre les municipalités de la région et le gouvernement fédéral n'ont pas toujours été ordonnées et ne se sont pas non plus poursuivies comme il convenait. A mon avis, il y a eu bien trop de récriminations, de critiques de part et d'autre, de confusion et d'inaction résultant de conflits entre les municipalités, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral. La pire chose que nous pourrions faire en cette Chambre à l'heure actuelle serait de perpétuer l'ineptie tacite de cette manière démodée de parler de notre capitale.

Le problème est d'envergure. Cette région compte peut-être un peu moins de 400,000 âmes, mais on prévoit que dans les années 1980 sa population dépassera un million d'habitants. Si tous les organismes gouvernementaux et autres ne prennent pas les mesures qu'il faut pour prévoir et planifier pour l'avenir, de graves problèmes pourraient surgir.